

Actualités nationales

Lundi 10 décembre 2007



Migration dans la région méditerranéenne

Vibrant hommage aux initiatives pionnières du Président Ben Ali / 08.12.2007

«Emigration de l'Afrique du Nord vers l'Europe : pour le renforcement de la coopération euro-arabe», tel a été le thème de la conférence tenue les 6 et 7 décembre 2007, à Gammarth, et organisée par le centre de la Ligue des Etats arabes à Tunis et la Fondation Friedrich-Ebert. Comment bien gérer la migration de manière globale et équilibrée dans le cadre d'un codéveloppement ?

Experts arabes et européens, réunis à Tunis, sont d'accord que la migration constitue un défi en Méditerranée aussi bien pour les pays arabes que pour les pays européens.

Toutefois, si les pays d'accueil semblent bien souvent privilégier l'aspect économique et sécuritaire en prônant la réduction des flux migratoires par la promulgation de mesures drastiques en matière d'entrée, de séjour et de regroupement familial, les pays d'origine de la rive sud de la Méditerranée plaident, en revanche, pour une gestion globale de la question migratoire. Les pays du Sud méditerranéen préfèrent, en effet, mettre l'accent sur les politiques d'intégration sociale des émigrés et sur les législations adoptées en matière d'entrée, de séjour et de libre circulation des personnes en général.

Tous les participants à cette conférence ont salué les initiatives pionnières du Président Ben Ali, qui a contribué au lancement du Processus de Barcelone et qui a été l'initiateur du Sommet 5+5, tenu à Tunis le 5 décembre 2003.

Les participants à la conférence de Tunis ont, en effet, souligné que les propositions du Président Ben Ali au Sommet du dialogue 5+5 ont permis aux pays des deux rives de la Méditerranée d'approfondir les préoccupations communes et d'identifier les moyens pratiques de les traiter à travers de nouvelles perspectives basées sur un partenariat actif et solidaire entre l'UMA et l'Union européenne.

Le Président Ben Ali a plaidé, faut-il le rappeler, pour une approche globale et saine du phénomène migratoire par le traitement de ses causes profondes. Il s'agit, en particulier, de soutenir le développement durable dans les pays sud de la Méditerranée de manière à leur permettre la mise à niveau de leurs économies, l'accroissement de leur potentiel de création d'emplois et l'amélioration de la qualité de la vie de leurs populations.

En marge de cette conférence, *La Presse* a rencontré certains experts européens et arabes. Ainsi, M. Peter Schatzer, directeur du bureau de Rome de l'Agence internationale de la migration en Méditerranée, tient à souligner d'abord qu'il faut gérer la migration et non la subir, tout en proposant la collaboration entre les pouvoirs publics et la société civile pour bien maîtriser cette question. M. Schatzer estime que la migration doit être traitée à travers la coopération internationale tout en se félicitant des initiatives du Président Ben Ali qui a permis, lors du Sommet 5+5, d'instaurer entre les partenaires des deux rives de la Méditerranée un véritable dialogue fondé sur la compréhension et la confiance mutuelles.

De son côté, M. Lothar Witte, représentant de la Fondation Ebert à Tunis, reconnaît que l'Union européenne n'a pas toujours su bien gérer la question migratoire qui pose actuellement des problèmes d'ordre économique, social et sécuritaire en Europe. Toutefois, il estime que les immigrants participent au développement de l'Europe qui a besoin de trouver des solutions à cette question, laquelle nécessite d'être appréhendée à travers une approche internationale entre les pays d'accueil et des pays d'origine.

M. Witte tient, cependant, à rappeler que certains pays émergents comme la Tunisie attirent actuellement les populations africaines et doivent, par conséquent, se préparer à gérer ce nouveau phénomène pour ces pays. A son tour, M. Manuel Valesco, de l'Institut syndical de développement (UGT espagnol), propose une politique de prévention afin d'éviter les abus de l'immigration illégale. Il prône une politique européenne d'intégration plus sérieuse et plus respectueuse des spécificités sud-méditerranéennes.

Notre même interlocuteur s'oppose à la migration africaine des cerveaux qui «*décapitalise l'Afrique de ses meilleures élites*», dit-il.

Enfin, M. Mohamed Wahid El Daly, vice-président du bureau du secrétaire général de la Ligue des Etats Arabes au Caire, plaide, quant à lui, pour une gestion durable et globale de la question migratoire en Europe. Pour ce faire, il propose des solutions pragmatiques à travers des projets euro-africains concrets afin de créer des emplois en Afrique, car, précise-t-il, les populations africaines quittent leurs pays à cause du chômage et du sous-développement.

Une chose est certaine : les propositions pratiques et avant-gardistes du Président Ben Ali concernant la sécurité, la stabilité, l'intégration, la coopération économique, les échanges humains et le dialogue social de manière à ouvrir devant les pays des deux rives de la Méditerranée des horizons fondateurs d'un partenariat solidaire, juste, équitable, répondent aux aspirations tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée afin que ce bassin soit un lac de paix, de prospérité et de solidarité.

Mouldi M'BAREK

<http://www.lapresse.tn/index.php?opt=15&categ=1&news=61893>